

Brochure n° 3018

Convention collective nationale

IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

PROTOCOLE D'ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX ÉLECTIONS PRUD'HOMALES DU 3 DÉCEMBRE 2008

NOR : ASET0850268M

IDCC : 1486

PRÉAMBULE

Les signataires du présent accord reconnaissent l'importance que revêtent les élections prud'homales et l'intérêt d'assurer aux électeurs et aux candidats les meilleures conditions possibles de participation à ce scrutin.

Article 1^{er}

Champ d'application

L'accord s'applique aux salariés relevant de la convention collective nationale des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils, sociétés de conseils du 15 décembre 1987 (n° 1486).

Article 2

Inscription sur la liste électorale

L'employeur est en charge de la déclaration d'inscription sur les listes électorales.

Nul ne peut être inscrit sur plus d'une liste électorale prud'homale communale, plus d'un collège et plus d'une section. En cas d'appartenance aux 2 collèges en raison de la double qualité d'employeur et de salarié, l'inscription est faite dans le collège correspondant à l'activité principale de l'électeur.

Sont inscrits dans la section « encadrement », quel que soit le code NAF/APE de l'établissement :

- les ingénieurs et salariés qui, même s'ils n'exercent pas de commandement, ont une formation équivalente constatée ou non par un diplôme ;
- les salariés ayant acquis une formation technique, administrative, juridique, commerciale ou financière et exerçant un commandement par délégation de l'employeur ;
- les agents de maîtrise ayant une délégation écrite de commandement et les voyageurs, représentants et placiers.

Tous les autres salariés relevant de la branche définie à l'article 1^{er}, conformément aux codes NAF/APE concernés, ne peuvent être inscrits que dans la section « activités diverses ».

Les entreprises mettront à la disposition des salariés de l'établissement ou de l'entreprise, des délégués du personnel, des représentants syndicaux et des délégués syndicaux, à des fins de consultation et de vérification, les données relatives à l'inscription sur les listes électorales prud'homales de chacun des salariés pendant 15 jours, pour que les salariés puissent s'assurer que les renseignements sont exacts.

Lorsque l'entreprise comprend plusieurs établissements, l'employeur déclare ses salariés par unité géographiquement individualisée.

Article 3

Protection des candidats

L'exercice des fonctions de conseiller prud'homme ne saurait être une cause de rupture par l'employeur du contrat de travail (art. L. 514-2 du code du travail).

L'employeur ne peut justifier un licenciement ni par l'exercice des fonctions en tant que tel, ni par les perturbations que les absences du salarié, du fait de l'exercice de ses fonctions, créent au sein de l'entreprise. Un licenciement peut toutefois être prononcé pour un motif légitime étranger à l'exercice des fonctions de conseiller prud'homme, le licenciement est alors soumis à la procédure spéciale de l'article L. 412-18 du code du travail (art. L. 514-2, alinéa 2, du code du travail).

C'est ainsi que le licenciement en cours de mandat et dans les 6 mois qui suivent ou dans les 3 mois de la candidature à un tel mandat doit être autorisé par l'inspecteur du travail.

Article 4

Le scrutin

Le scrutin prud'homal aura lieu le 3 décembre 2008 et se déroulera de 8 heures à 18 heures (19 heures à Paris) pendant les heures de travail, sans aucune retenue de salaire.

Le vote par procuration n'est pas permis pour les élections prud'homales, en revanche le vote par correspondance est facilité. Il est rappelé que peuvent voter par correspondance :

- les électeurs dont le lieu de travail est à plus de 5 kilomètres du lieu de vote ;

- les électeurs qui travaillent en dehors des heures d'ouverture des bureaux de vote ;
- les électeurs qui ne peuvent se rendre à leur bureau de vote en raison de leurs activités professionnelles (par exemple routier en déplacement, personnel de sécurité) ;
- les électeurs en congé régulier ;
- les électeurs qui ne peuvent pas se déplacer en raison de leur état de santé.

Les entreprises s'attacheront à fournir à leurs salariés, dans les meilleurs délais, l'information nécessaire relative au vote par correspondance en leur transmettant un document rappelant les dispositions présentées en annexe du présent accord.

Article 5

Vote électronique à Paris

Le *Journal officiel* n° 170 du 25 juillet 2007 vient de publier le décret n° 2007-1130 du 23 juillet 2007 relatif à l'expérimentation du vote électronique pour les élections prud'homales de 2008 à Paris, ainsi qu'une délibération n° 2006-237 du 9 novembre 2006 de la commission nationale de l'informatique et des libertés portant avis sur les projets de décret en Conseil d'Etat et d'arrêté relatifs à l'expérimentation du vote électronique pour les élections prud'homales de 2008.

L'électeur ayant exercé son droit de vote par voie électronique n'est plus admis à voter ni par correspondance ni à l'urne. Trois semaines au plus tard avant la date d'ouverture du scrutin par voie électronique, le ministre chargé du travail informera les électeurs des modalités d'accès à ce système de vote.

Le vote par voie électronique s'exerce pendant une période définie par arrêté du ministre chargé du travail. Cette période prend fin au moins 5 jours avant l'ouverture du vote à l'urne.

L'électeur apte à voter par voie électronique reçoit la carte électorale, sur laquelle figurent les éléments permettant son identification.

Les entreprises parisiennes s'attacheront à fournir à leurs salariés, dans les meilleurs délais, l'information nécessaire relative au vote électronique. Les salariés seront autorisés à voter à partir de leur poste de travail informatique.

Article 6

Participation des salariés au scrutin

L'article L. 513-4 du code du travail (alinéa 6) indique que « l'employeur est tenu d'autoriser les salariés à s'absenter afin de leur permettre de participer au scrutin. Cette absence ne peut donner lieu à aucune diminution de rémunération ».

L'employeur a deux obligations qui découlent de cet article :

- autoriser ses salariés à participer au scrutin, c'est-à-dire s'absenter de l'entreprise le temps nécessaire pour se rendre au bureau de vote et exprimer leur suffrage ;

- ne pas diminuer la rémunération de ses salariés et prendre en charge les frais de déplacement.

Il revient aux entreprises de fixer les modalités pratiques de participation des salariés au scrutin de telle sorte que cette participation soit facilitée et la moins pénalisante possible pour le fonctionnement normal des services.

Elles pourront, en particulier, prévoir que les salariés s'absenteront par groupes distincts en faisant en sorte qu'un planning soit organisé.

Les entreprises ou établissements occupant un grand nombre de salariés seront attentifs aux contacts que les autorités administratives compétentes prendront avec eux pour envisager toute solution destinée à favoriser le vote des salariés.

Article 7

Situation des salariés exerçant certaines fonctions liées au scrutin

L'employeur est également tenu de laisser aux salariés de son entreprise désignés dans le cadre des élections prud'homales, en tant que mandataires de listes, assesseurs et délégués de listes, le temps nécessaire pour remplir leurs fonctions. Ce temps est assimilé à une durée de travail effectif dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 514-1. L'exercice des fonctions de mandataire de liste, d'assesseur, de délégué de liste, de membre d'un bureau de vote, ou de scrutateur, par un salarié, ne saurait être la cause d'une sanction ou d'une rupture du contrat de travail par l'employeur.

Le temps nécessaire à l'une de ses fonctions dans un bureau de vote lors des élections du 3 décembre 2008 donnera donc lieu au maintien de la rémunération.

Article 8

Durée

L'accord est conclu pour les élections prud'homales du 3 décembre 2008.

Fait à Paris, le 20 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération SYNTEC ;

Fédération CICF.

Syndicats de salariés :

FIECI CFE-CGC ;

FEC-FO ;

F3C-CFDT ;

CSFV-CFTC.

ANNEXES

Conditions pour être électeur

Pour être électeur, il faut être âgé de 16 ans au moins et :

- exercer une activité professionnelle en tant qu'employeur ou salarié ;
- ou être en contrat d'apprentissage ;
- ou bénéficier d'un contrat entrant dans le cadre des mesures pour l'emploi (contrat d'adaptation, d'orientation, etc.) ;
- ou être en préretraite progressive ou en cessation d'activité de certains travailleurs salariés ;
- ou être involontairement privé d'emploi.

Dans tous les cas, il vous faut relever (ou avoir relevé si vous êtes privé d'emploi) du droit du travail français. Il n'existe en revanche aucune condition de nationalité, sous réserve de remplir les autres conditions.

Enfin, il ne faut pas être privé de ses droits civiques par l'effet d'une décision de justice.

Comment voter par correspondance ?

Remplir et signer la déclaration sur l'honneur figurant au dos de votre carte électorale, attestant qu'au moins une des conditions pour voter par correspondance est remplie, et cocher l'une des 5 cases figurant sur le même volet de la carte correspondant à cette condition.

Signer l'attestation relative aux droits civiques figurant à l'intérieur de la carte.

Placer le bulletin dans l'enveloppe électorale sans la cacheter.

Mettre cette enveloppe et la carte électorale dûment signée dans l'enveloppe T revêtue de la mention « Election des conseillers prud'hommes – vote par correspondance ».

Remplir les mentions obligatoires sur l'enveloppe T, à savoir :

- le numéro du bureau de vote ;
- l'adresse du bureau de vote ;
- le numéro d'électeur ;
- le collègue et la section d'inscription.

Ces mentions figurent sur la carte électorale et sont importantes pour que le vote parvienne au bureau de vote concerné.

Adresser cette dernière enveloppe, sans l'affranchir, au bureau de vote dont le votant dépend, suffisamment tôt pour que le pli y parvienne avant le jour du scrutin.